



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-14024>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **25-14024**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Défense

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Souscription des contrats collectifs de protection sociale complémentaire (PSC) en prévoyance au profit des militaires relevant des ministères chargés de la défense, de l'intérieur et de la mer, des agents relevant du ministère chargé de la défense et des agents et militaires de certains établissements publics rattachés au ministère chargé de la défense

**Description** : Lot 1 : Souscription d'un contrat collectif de protection sociale complémentaire en prévoyance au profit des militaires relevant des ministères chargés de la défense, de l'intérieur et de la mer et de certains établissements publics rattachés au ministère de la défense (ci-après Lot 1 « Militaire »). Lot 2 : Souscription d'un contrat collectif de protection sociale complémentaire en prévoyance au profit des agents relevant du ministère chargé de la défense et de certains établissements publics rattachés au ministère chargé de la défense (ci-après Lot 2 « Civil »).

**Identifiant de la procédure** : d2b4320a-6038-442e-9fe9-dbd7fe140703

**Type de procédure** : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

**Principales caractéristiques de la procédure** : Marché passé selon une procédure avec négociation en vertu de l'article R.2124-3 4° justifié par la complexité du marché et le fait que le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 75313000 Indemnités d'invalidité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 75313100 Indemnités d'incapacité temporaire

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Le marché est composé de deux lots. La valeur estimée des garanties de protection complémentaire comprend la Taxe de Solidarité Additionnelle (TSA) et correspond à la valeur totale estimée pour les deux (2) lots sur la durée totale du marché, soit cinq (5) ans reconductions comprises.

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 535,000,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre :** 2

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés :** 2

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Souscription d'un contrat collectif de protection sociale complémentaire en prévoyance au profit des militaires relevant des ministères chargés de la défense, de l'intérieur et de la mer et de certains établissements publics rattachés au ministère de la défense (ci-après Lot 1 « Militaire »).

**Description :** l'article L. 4123-3 du code de la défense permet à l'initiative de l'employeur public, la conclusion de contrats collectifs et la participation partielle de l'employeur public au financement de la protection sociale complémentaire « prévoyance » ainsi que l'adhésion facultative des militaires actifs à tout ou partie des garanties que ces contrats ou règlements comportent. Le décret relatif à la protection sociale complémentaire en matière de prévoyance du personnel militaire viendra encadrer le régime facultatif de PSC en prévoyance et les garanties de couverture des risques. Il précisera également les modalités de participation financière.

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 75313100 Indemnités d'incapacité temporaire

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 75313000 Indemnités d'invalidité

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Les lieux d'exécution sont la France métropolitaine (Corse comprise) et les DROM (Départements et Régions d'Outre-Mer) COM (Collectivités d'Outre-Mer) ainsi que l'étranger.

#### 5.1.3 Durée estimée

**Autre durée :** Inconnu

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Le marché prend effet à compter de sa date de notification. La couverture du contrat collectif débute à compter du 1er janvier 2026. La période entre la date de notification et le début de la couverture du contrat collectif sera consacrée à la préparation de la bonne prise en charge du périmètre dudit marché. Pour ce qui concerne la couverture du contrat collectif, celle-ci est conclue pour une durée initiale de deux (2) ans. Elle pourra être reconduite trois (3) fois par reconduction expresse et par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale puisse excéder soixante (60) mois. Le marché est estimé à 510 000 000 Euros TSA pour la totalité du marché (reconductions comprises). La procédure avec négociation requiert de procéder à une phase de sélection des candidatures, puis, dans une seconde phase, d'inviter les candidats retenus à remettre leur offre. La date limite de remise des candidatures est fixée au 12 mars 2025.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Le candidat ou l'ensemble des membres en cas de groupement devront justifier des niveaux de compétences en terme de gestion : Nombre de bénéficiaires gérés au cours de la dernière année d'exercice pour des prestations comparables : au moins 200 000 personnes

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Le candidat ou l'ensemble des membres en cas de groupement devront justifier du niveau de fonds propres solo éligibles pour la couverture du Solvency Capital Requirement (SCR) au 31/12/2023 suivant : au moins 400 millions Euros HT. En cas de groupement, les fonds propres éligibles pour la couverture du SCR seront appréciés au niveau du groupement dans son ensemble

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Capacité prudentielle

**Description :** Pour chaque candidat ou membre du groupement, le taux de couverture du SCR solo, par les fonds propres, au sens Solvabilité 2, sur la dernière année d'exercice disponible : au moins 160%. En cas de groupement, le taux de couverture du SCR Solo sera apprécié pour chacun des membres du groupement

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Habilitation des administrateurs de SI de niveau Diffusion Restreinte + Homologation des SI + Engagement de confidentialité pour l'obtention du PCS

**Description :** cf RC n°2024\_001921

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés**

#### 5.1.11 Documents de marché

**L'accès à certains documents de marché est restreint**

**Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché :** Protection des informations particulièrement sensibles

**Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante :**  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.defense.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Autorisée

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Un accord de confidentialité est requis :** oui

**Facturation en ligne** : Non autorisée

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

**Informations relatives aux délais de recours** : Référé précontractuel (art. L.5511 à L.55112 du CJA (Code de la justice administrative) pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel (art. L.55113 à L.55123 du CJA) pouvant être exercé dans les délais prévus à l'art. R.5517 du CJA Recours de pleine juridiction contestant la validité du marché dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours en contestation de la validité peut être assorti d'une demande tendant, sur le fondement de l'art. L.5211 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre** :

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** : non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation qui traite les offres :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Souscription d'un contrat collectif de protection sociale complémentaire en prévoyance au profit des agents relevant du ministère chargé de la défense et de certains établissements publics rattachés au ministère chargé de la défense (ci-après Lot 2 « Civil »).

**Description :** les articles L. 827-1 et suivants du code général de la fonction publique permettent, à l'initiative de l'employeur public, la conclusion de contrats collectifs et la participation partielle de l'employeur public au financement de la protection sociale complémentaire « prévoyance » ainsi que l'adhésion facultative des civils actifs à tout ou partie des garanties que ces contrats ou règlements comportent. Le décret n° 2024-678 du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'Etat détaille le nouveau régime des civils.

**Identifiant interne :** 2

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 75313100 Indemnités d'incapacité temporaire

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 75313000 Indemnités d'invalidité

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Les lieux d'exécution sont la France métropolitaine (Corse comprise) et les DROM (Départements et Régions d'Outre-Mer) COM (Collectivités d'Outre-Mer) ainsi que l'étranger.

##### 5.1.3 Durée estimée

**Autre durée :** Inconnu

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Le marché prend effet à compter de sa date de notification. La couverture du contrat collectif débute à compter du 1er janvier 2026. La

période entre la date de notification et le début de la couverture du contrat collectif sera consacrée à la préparation de la bonne prise en charge du périmètre dudit marché. Pour ce qui concerne la couverture du contrat collectif, celle-ci est conclue pour une durée initiale de deux (2) ans. Elle pourra être reconduite trois (3) fois par reconduction expresse et par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale puisse excéder soixante (60) mois. Le marché est estimé à 25 000 000 Euros TSA pour la totalité du marché (reconductions comprises). La procédure avec négociation requiert de procéder à une phase de sélection des candidatures, puis, dans une seconde phase, d'inviter les candidats retenus à remettre leur offre. La date limite de remise des candidatures est fixée au 12 mars 2025.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Le candidat ou l'ensemble des membres en cas de groupement devront justifier des niveaux de compétences en terme de gestion : Nombre de bénéficiaires gérés au cours de la dernière année d'exercice pour des prestations comparables : au moins 80 000 personnes

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Le candidat ou l'ensemble des membres en cas de groupement devront justifier du niveau de fonds propres solo éligibles pour la couverture du Solvency Capital Requirement (SCR) au 31/12/2023 suivant : au moins 400 millions Euros HT. En cas de groupement, les fonds propres éligibles pour la couverture du SCR seront appréciés au niveau du groupement dans son ensemble

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Capacité prudentielle

**Description :** Pour chaque candidat ou membre du groupement, le taux de couverture du SCR solo, par les fonds propres, au sens Solvabilité 2, sur la dernière année d'exercice disponible : au moins 160%. En cas de groupement, le taux de couverture du SCR Solo sera apprécié pour chacun des membres du groupement

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Habilitation des administrateurs de SI de niveau Diffusion Restreinte + Homologation des SI + Engagement de confidentialité pour obtention du PCS

**Description :** cf RC n°2024\_001921

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés**

#### **5.1.11 Documents de marché**

**L'accès à certains documents de marché est restreint**

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles :** français

**Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

#### **5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.defense.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes :** Autorisée

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Un accord de confidentialité est requis :** oui

**Facturation en ligne :** Non autorisée

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art. L.551-1 à L.551-12 du CJA (Code de la justice administrative) pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel (art. L.551-13 à L.551-23 du CJA) pouvant être exercé dans les délais prévus à l'art. R.551-7 du CJA  
Recours de pleine juridiction contestant la validité du marché dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours en contestation de la validité peut être assorti d'une demande tendant, sur le fondement de l'art. L.521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat

#### **5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Organisation qui traite les offres :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion

**Numéro d'enregistrement :** 13001651200019

**Adresse postale :** 60 Bd du Général Martial Valin CS 21623

**Ville :** Paris cedex 15

**Code postal :** 75015

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** sga-sdpamg-bpi.ach.fct@intradef.gouv.fr

**Téléphone :** 0988678218

**Autres points de contact :**

**Nom officiel :** MINARM MEDIATEUR

**Ville :** Paris cedex 15

**Code postal :** 75015

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://www.defense.gouv.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013

**Adresse postale :** 7, rue de Jouy

**Ville :** Paris cedex 4

**Code postal :** 75181

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://paris.tribunal-administratif.fr>  
<http://paris.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 10 - Modification**

**Version de l'avis antérieur à modifier :** ab22fac2-65ff-4747-9619-1d2b342d3187-01

**Principale raison de la modification :** Correction par l'acheteur

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** a3c69a90-ef0b-4ce1-bf5c-e67b91d2dded - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 06/02/2025 à 10:53

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

11.2 Informations relatives à la publication

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 06/02/2025